

CIAS L'agglo Foix-Varilhes
Conseil d'administration du 7 mars 2024
Procès-verbal

REÇU LE :
- 9 AVR. 2024
SGCD FOIX

Ordre du jour :

2024-01	Assemblée	Création d'une commission permanente au sein du conseil d'administration du CIAS L'agglo Foix Varilhes
2024-02	Assemblée	Désignation des membres de la commission permanente au sein du conseil d'administration du CIAS L'agglo Foix Varilhes
2024-03	Assemblée	Modification de la délégation de la vice- présidente du CIAS L'agglo Foix Varilhes
2024-04	Assemblée	Délégation d'attribution du conseil d'administration à la commission permanente du CIAS L'agglo Foix Varilhes
2024-05	Assemblée	Adoption du règlement intérieur de la commission permanente du CIAS L'agglo Foix Varilhes
2024-06	Ressources humaines	Action sociale- révision de la participation aux contrats individuels labellisés de prévoyance
2024-07	Ressources humaines	Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat
2024-08	Ressources humaines	Avantage en nature : mise à disposition d'une borne de recharge électrique aux agents
2024-09	Ressources humaines	Suppression de postes pour mise à jour du tableau des effectifs

Par suite d'une convocation en date du 1^{er} mars 2024, les membres composant le conseil d'administration du CIAS L'agglo Foix Varilhes se sont réunis le jeudi 7 mars à 18h, à l'antenne technique de Verniolle, parc technologique Delta Sud 78 rue Marie Curie, sous la présidence d'Annie Bouby.

DELIBERATIONS ADPTEES

1. Assemblée / Création d'une commission permanente au sein du conseil d'administration du CIAS L'agglo Foix-Varilhes

Rapporteur : Annie Bouby

Vu l'article R. 123-19 du code de l'action sociale et des familles permettant la désignation, au sein du conseil d'administration, d'une commission permanente, dont il détermine le fonctionnement et les attributions ;

Considérant l'absence régulière de quorum des séances du conseil d'administration;

Considérant que dans un souci d'efficacité administrative, il est proposé :

- la création d'une commission permanente au sein du conseil d'administration, permettant davantage de réactivité administrative et sociale ;
 - la présidence sera assurée par la vice-présidente du CIAS, nommée par arrêté du président du CIAS ;
 - la commission permanente sera composée pour moitié de membres nommés et pour moitié de membres élus ;
- Considérant qu'il sera nécessaire d'établir un règlement de fonctionnement de la commission permanente permettant de déterminer les modalités de fonctionnement ;

Il est proposé :

Article 1 : D'APPROUVER la création de la commission permanente au sein du conseil d'administration du CIAS L'agglo Foix-Varilhes.

Article 2 : DE FIXER la composition de la commission permanente comme suit :
* 4 membres élus
* 4 membres nommés

Article 3 : DE PRÉCISER que la présidente de la commission permanente sera nommée par arrêté du président du CIAS L'agglo Foix-Varilhes.

Adopté à l'unanimité

2. Assemblées / Désignation des membres de la commission permanente au sein du conseil d'administration du CIAS L'agglo Foix-Varilhes

Rapporteur : Annie Bouby

Vu l'article R. 123-19 du code de l'action sociale et des familles ;
Vu la délibération n°2024-1 du 7 mars 2024, relative à la création d'une commission permanente au sein du conseil d'administration, dont il a défini les attributions ;
Vu la délibération n°2024-5 du 7 mars 2024, relative à l'adoption du règlement intérieur de la commission permanente ;
Considérant que le conseil d'administration doit désigner les membres de la commission permanente : outre son président qui est le président du CIAS ou un conseiller communautaire désigné par lui, elle est composée pour moitié de conseillers communautaires et pour moitié de membres nommés ;
Considérant qu'il est proposé que la commission permanente soit composée de quatre membres à parité élus municipaux et administrateurs désignés ;
Considérant que les membres de la commission permanente sont élus à bulletins secrets ;
Considérant les candidatures suivantes :

Candidatures membres élus

Nathalie MAURY

Daniel BESNARD

Danielle CARRIERE

Philippe FABRY

Candidatures membres nommés

Sophie PRIVAT
Marie France BASSET BERGES
Edith AUTHIE
Anne Lise DELPY

Considérant les résultats du scrutin :10
Suffrages exprimés :10
Suffrages blanc :0
Suffrages nuls :0
Suffrages en faveur de Nathalie MAURY: 10
Suffrages en faveur de Danielle CARRIERE : 10
Suffrages en faveur de Philippe FABRY : 10
Suffrages en faveur de Daniel BESNARD : 10
Suffrages en faveur de Sophie PRIVAT: 10
Suffrages en faveur de Marie France BASSET BERGES : 10
Suffrages en faveur de Edith AUTHIE : 10
Suffrages en faveur de Anne Lise DELPY : 10

Il est proposé :

Article 1 : DE DESIGNER membres de la commission permanente du conseil d'administration du CIAS L'agglo Foix-Varilhes :

Membres élus

Nathalie MAURY
Daniel BESNARD
Danielle CARRIERE
Philippe FABRY

Membres nommés

Sophie PRIVAT
Marie France BASSET BERGES
Edith AUTHIE
Anne Lise DELPY

Adopté à l'unanimité

3. Assemblées / Modification de la délégation de la vice-présidente du CIAS L'agglo Foix-Varilhes

Rapporteur : Annie Bouby

Vu le code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment son article R123-21 ;

Vu la délibération 2023/003 du conseil d'administration du CIAS L'agglo-Foix-Varilhes du 3 mai 2023 portant délégation d'une partie des attributions du conseil d'administration à la vice-présidente ;

Vu la délibération 2024/01 du conseil d'administration du CIAS L'agglo Foix-Varilhes du 7 mars 2024 portant création d'une commission permanente ;

Considérant la nécessité de préciser les attributions de la vice-présidente du CIAS L'agglo Foix-Varilhes ;
Considérant que dans un souci de bonne administration, est proposé de déléguer à la vice-présidente les matières suivantes :

Commande publique :

- Préparation, passation, exécution et règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services passés selon une procédure adaptée dont les montants sont inférieurs ou égaux à 10000 euros HT ;
- Prendre toute décision concernant les avenants sans incidence financière, les avenants de transfert, et tout autre avenant lorsque les crédits sont inscrits au budget pour les marchés, contrats, accords-cadres et conventions de fournitures, de travaux, d'études, de prestations de services, d'un montant inférieur ou égal à 10000 € HT passés selon une procédure adaptée.
- Adhérer aux groupements de commandes, adopter, modifier, résilier les conventions constitutives de groupements de commandes en application des articles L2123-6 et suivants du code de la commande publique, ainsi que tout avenant et tout autre disposition y concourant.
- Adopter, modifier, résilier et autoriser la signature des conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L2422-12 du code de la commande publique et les conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée.
- Déclarer sans suite toute procédure de passation de marché public ou accord cadre quel que soit le montant pour motif d'intérêt général.
- Déclarer infructueuse toute procédure de marché public ou accord-cadre quel que soit le montant, relancer une nouvelle procédure notamment sans publicité ni mise en concurrence conformément au code de la commande publique.
- Passer, modifier, résilier les contrats d'assurance nécessaires au fonctionnement du CIAS, conformément au code de la commande publique ;

Finances :

- Procéder à l'exécution des dépenses obligatoires ;
- Réaliser les opérations financières utiles à gestion des emprunts y compris les opérations de couvertures de risques de taux de change et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
- Procéder aux tirages et remboursements anticipés attachés aux lignes de trésorerie ;
- Créer, modifier, supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services et en fixer les modalités de fonctionnement.

Ressources humaines :

- Adopter, modifier, résilier les conventions aux fins de recevoir des stagiaires ;
- Adopter, modifier, résilier les conventions de mise à disposition d'agents et les conventions de mise à disposition de services ;
- Engager, par recrutement direct en tant que de besoin, des agents non titulaires à titre occasionnel, des saisonniers pour répondre aux nécessités de service dans les conditions fixées par la délibération afférente pour son renouvellement éventuel dans les limites fixées par le code de la fonction publique si les besoins du service le justifient et de charger la première vice-présidente de la constatation des besoins concernés ainsi que de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats retenus selon la nature de leurs fonctions et leur profil ;

- Adhérer auprès des organismes agréés pour la mise à disposition de volontaires en service civique et signer les conventions de mise à disposition et tout acte associé et prendre toute disposition y concourant ;
- Solliciter les agréments nécessaires auprès des organismes agréés et signer les contrats d'engagement de service civique.

Solidarités :

- Approuver les projets en matière de solidarités ;
- Demander des subventions aux divers partenaires financiers pour tout projet d'investissement et tout partenariat sur des opérations de fonctionnement ;
- Déposer les réponses aux appels à projets et appels à manifestation d'intérêt auprès de tous les partenaires concernés ;
- Procéder à la délivrance, refus de délivrance et résiliation des élections de domicile mentionnées à l'article L. 264-2 ;
- Exécuter les contrats de séjour ;

Assurances :

- Procéder aux négociations amiables, approuver, modifier, signer les protocoles d'accord transactionnels en matière de contentieux ou de sinistre quel que soit le montant ;
- Accepter ou refuser les indemnités de remboursement d'assurance consécutives aux sinistres et régler les conséquences dommageables des sinistres ainsi que les franchises quelle que soit la nature du sinistre.

Contentieux :

- Défendre le CIAS dans les actions intentées contre lui, ses représentants et ses agents, en demande comme en défense, en première instance comme à hauteur d'appel ou de pourvoi en cassation, devant toutes les juridictions judiciaires comme devant les juridictions administratives. Cette délégation de compétence s'étend aux dépôts de plaintes, avec ou sans constitution de partie civile, au nom du CIAS ainsi que la représentation en justice.

Patrimoine :

- Conclusion et révision des contrats de louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans.

Il est proposé :

Article 1 : D'APPROUVER la modification de la délibération 2023/003 du 3 mai 2023.

Article 2 : DE DÉLÉGUER à la vice-présidente du CIAS les attributions suivantes :

Commande publique :

- Préparation, passation, exécution et règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services passés selon une procédure adaptée dont les montants sont inférieurs ou égaux à 10000 euros HT ;
- Prendre toute décision concernant les avenants sans incidence financière, les avenants de transfert, et tout autre avenant lorsque les crédits sont inscrits au budget pour les marchés, contrats, accords-cadres et conventions de fournitures, de travaux, d'études, de prestations de services, d'un montant inférieur ou égal à 10000 € HT passés selon une procédure adaptée.

- Adhérer aux groupements de commandes, adopter, modifier, résilier les conventions constitutives de groupements de commandes en application des articles L2123-6 et suivants du code de la commande publique, ainsi que tout avenant et tout autre disposition y concourant.
- Adopter, modifier, résilier et autoriser la signature des conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage au sens de l'article L2422-12 du code de la commande publique et les conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée.
- Déclarer sans suite toute procédure de passation de marché public ou accord cadre quel que soit le montant pour motif d'intérêt général.
- Déclarer infructueuse toute procédure de marché public ou accord-cadre quel que soit le montant, relancer une nouvelle procédure notamment sans publicité ni mise en concurrence conformément au code de la commande publique.
- Passer, modifier, résilier les contrats d'assurance nécessaires au fonctionnement du CIAS, conformément au code de la commande publique ;

Finances :

- Procéder à l'exécution des dépenses obligatoires ;
- Réaliser les opérations financières utiles à gestion des emprunts y compris les opérations de couvertures de risques de taux de change et de passer à cet effet les actes nécessaires ;
- Procéder aux tirages et remboursements anticipés attachés aux lignes de trésorerie ;
- Créer, modifier, supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services et en fixer les modalités de fonctionnement.

Ressources humaines :

- Adopter, modifier, résilier les conventions aux fins de recevoir des stagiaires ;
- Adopter, modifier, résilier les conventions de mise à disposition d'agents et les conventions de mise à disposition de services ;
- Engager, par recrutement direct en tant que de besoin, des agents non titulaires à titre occasionnel, des saisonniers pour répondre aux nécessités de service dans les conditions fixées par la délibération afférente pour son renouvellement éventuel dans les limites fixées par le code de la fonction publique si les besoins du service le justifient et de charger la première vice-présidente de la constatation des besoins concernés ainsi que de la détermination des niveaux de recrutement et de rémunération des candidats retenus selon la nature de leurs fonctions et leur profil ;
- Adhérer auprès des organismes agréés pour la mise à disposition de volontaires en service civique et signer les conventions de mise à disposition et tout acte associé et prendre toute disposition y concourant ;
- Solliciter les agréments nécessaires auprès des organismes agréés et signer les contrats d'engagement de service civique.

Solidarités :

- Approuver les projets en matière de solidarités ;
- Demander des subventions aux divers partenaires financiers pour tout projet d'investissement et tout partenariat sur des opérations de fonctionnement ;
- Déposer les réponses aux appels à projets et appels à manifestation d'intérêt auprès de tous les partenaires concernés ;
- Procéder à la délivrance, refus de délivrance et résiliation des élections de domicile mentionnées à l'article L. 264-2 ;
- Exécuter les contrats de séjour ;

Assurances :

- Procéder aux négociations amiables, approuver, modifier, signer les protocoles d'accord transactionnels en matière de contentieux ou de sinistre quel que soit le montant ;
- Accepter ou refuser les indemnités de remboursement d'assurance consécutives aux sinistres et régler les conséquences dommageables des sinistres ainsi que les franchises quelle que soit la nature du sinistre.

Contentieux :

- Défendre le CIAS dans les actions intentées contre lui, ses représentants et ses agents, en demande comme en défense, en première instance comme à hauteur d'appel ou de pourvoi en cassation, devant toutes les juridictions judiciaires comme devant les juridictions administratives. Cette délégation de compétence s'étend aux dépôts de plaintes, avec ou sans constitution de partie civile, au nom du CIAS ainsi que la représentation en justice.

Patrimoine :

- Conclusion et révision des contrats de louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans.

Article 3 : DE CHARGER la vice-présidente, jusqu'à la fin de son mandat, par délégation, d'effectuer l'ensemble des opérations mentionnées en article 2,

Article 4 : DE RAPPELER que, lors de chaque réunion du conseil d'administration, la vice-présidente rendra compte des attributions qu'elle exerce par délégation du conseil d'administration.

Article 5 : D'AUTORISER la vice-présidente à effectuer toute démarche et à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

4. Assemblées / Délégation d'attributions du conseil d'administration à la commission permanente du CIAS L'agglo Foix-Varilhes

Rapporteur : Annie Bouby

Vu le code de l'action sociale et des familles (CASF), notamment son article R123-19 ;

Vu la délibération 2024/01 du conseil d'administration du CIAS L'agglo Foix-Varilhes du 7 mars 2024 portant création d'une commission permanente ;

Considérant la nécessité de préciser les attributions de la commission permanente;

Considérant que dans un souci de bonne administration, il est proposé de déléguer à la commission permanente les matières suivantes :

Commande publique

- Préparation, passation, exécution et règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services passés selon une procédure adaptée dont les montants sont supérieurs à 10000 euros HT ;

- Prendre toute décision concernant les avenants sans incidence financière, les avenants de transfert, et tout autre avenant lorsque les crédits sont inscrits au budget pour les marchés, contrats, accords-cadres et conventions de fournitures,

de travaux, d'études, de prestations de services, d'un montant supérieur à 10000 € HT passés selon une procédure adaptée.

Finances

- Procéder aux réductions ou annulations de créances, de mandats, et aux admissions en non-valeurs et au remboursement de sommes recouvrées à tort par facturation des services publics pour tout montant inférieur ou égal à 10 000 €.
- Accepter les dons et legs sans charge ni condition.

Ressources humaines

- Adopter, modifier, résilier les conventions de coopération, de partenariat avec les organismes de formation pour la formation des agents et des élus du CIAS ;
- Adopter, modifier, résilier les conventions de coopération, de partenariat avec les organismes.
- Établir, modifier, exécuter, signer tout type de règlement administratif, les règlements en matière de ressources humaines ainsi que tout autre document cadre y compris le document unique pour l'évaluation des risques professionnels, le règlement intérieur, le règlement de formation.

Solidarités

- Établir, modifier, les contrats de séjour ;
- Établir, modifier, exécuter, signer les règlements intérieurs et d'utilisation des services et équipements ;
- Adopter, modifier, résilier des conventions de partenariat, de coopération avec différents acteurs associatifs, professionnels ou institutionnels conformément aux compétences du CIAS quel que soit le montant.

Patrimoine

Adopter, modifier ou résilier les contrats et mises à disposition visant à l'utilisation des équipements, des matériels du CIAS.

Il est proposé :

Article 1 : DE DÉLÉGUER à la commission permanente les attributions suivantes :

Commande publique :

- Préparation, passation, exécution et règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services passés selon une procédure adaptée dont les montants sont supérieurs à 10000 euros HT ;
- Prendre toute décision concernant les avenants sans incidence financière, les avenants de transfert, et tout autre avenant lorsque les crédits sont inscrits au budget pour les marchés, contrats, accords-cadres et conventions de fournitures, de travaux, d'études, de prestations de services, d'un montant supérieur à 10000 € HT passés selon une procédure adaptée.

Finances :

- Procéder aux réductions ou annulations de créances, de mandats, et aux admissions en non-valeurs et au remboursement de sommes recouvrées à tort par facturation des services publics pour tout montant inférieur ou égal à 10 000 €.
- Accepter les dons et legs sans charge ni condition.

Ressources humaines :

- Adopter, modifier, résilier les conventions de coopération, de partenariat avec les organismes de formation pour la formation des agents et des élus du CIAS ;
- Adopter, modifier, résilier les conventions de coopération, de partenariat avec les organismes.
- Établir, modifier, exécuter, signer tout type de règlement administratif, les règlements en matière de ressources humaines ainsi que tout autre document cadre y compris le document unique pour l'évaluation des risques professionnels, le règlement intérieur, le règlement de formation.

Solidarités :

- Établir, modifier, les contrats de séjour ;
- Établir, modifier, exécuter, signer les règlements intérieurs et d'utilisation des services et équipements ;
- Adopter, modifier, résilier des conventions de partenariat, de coopération avec différents acteurs associatifs, professionnels ou institutionnels conformément aux compétences du CIAS quel que soit le montant.

Patrimoine :

- Adopter, modifier ou résilier les contrats et mises à disposition visant à l'utilisation des équipements, des matériels du CIAS.

Article 2 : DE CHARGER la commission permanente, jusqu'à la fin du mandat, par délégation, d'effectuer l'ensemble des opérations mentionnées en article 1.

Article 3 : DE RAPPELER que, lors de chaque réunion du conseil d'administration, la vice-présidente rendra compte des attributions déléguées de la commission permanente.

Article 4 : D'AUTORISER la vice-présidente à effectuer toute démarche et à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

5. Assemblées / Adoption du règlement intérieur de la commission permanente du CIAS L'agglo Foix-Varilhes

Rapporteur : Annie Bouby

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment son article R123-19 ;
Vu les statuts constitutifs du CIAS L'agglo Foix-Varilhes ;
Vu la délibération 2024/01 du 7 mars 2024 portant création de la commission permanente ;
Considérant la nécessité d'adopter le règlement intérieur de la commission permanente afin d'en fixer les modalités de fonctionnement ;
Considérant le projet de règlement intérieur annexé à la présente délibération ;

Il est proposé :

Article 1 : D'APPROUVER la modification de la délibération 2023/004 du 5 juin 2023 portant adoption du règlement intérieur du conseil d'administration du CIAS.

Article 2 : D'APPROUVER et D'ADOPTER le règlement intérieur modifié du conseil d'administration et de la commission permanente du CIAS L'agglo Foix-Varilhes tel qu'annexé à la présente qui prendra effet à compter de l'entrée en vigueur de la présente délibération.

Article 3 : D'AUTORISER la vice-présidente à mettre en application et déployer les dispositions du règlement intérieur.

Article 4 : D'AUTORISER la vice-présidente à signer tout acte nécessaire à la mise en oeuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

Adopté à l'unanimité

6. Ressources humaines / Action sociale - révision de la participation aux contrats individuels labellisés de prévoyance

Rapporteur : Annie Bouby

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique, notamment l'article L 827-9, prévoyant que les collectivités et leurs établissements publics participent au financement des garanties de protection sociale complémentaire destinées à couvrir les frais occasionnés par une maternité, une maladie ou un accident (santé) ainsi que les risques d'incapacité de travail, d'invalidité, d'inaptitude ou de décès (prévoyance) auxquelles les agents qu'ils emploient souscrivent dans les conditions définies à l'article L 827-10 et/ou L 827-11 du code général de la fonction publique ;

Vu la délibération n°2023/018 du 22 juin 2023 portant mise en place d'actions sociales auprès du personnel sur emploi permanent du CIAS L'agglo Foix-Varilhes, notamment en termes de participations aux contrats labellisés en santé et en prévoyance ;

Considérant les modalités en vigueur quant aux participations aux contrats individuels labellisés de prévoyance, notamment la fixation de droits individuels, eu égard le niveau de rémunération brute des agents bénéficiaires ;

Considérant la volonté de maintenir une différenciation de participation selon le niveau de rémunération des agents bénéficiaires ;

Considérant les revalorisations indiciaires et de point d'indice intervenues entre 2022 et 2023, portant une forte diminution des niveaux de droits desdits bénéficiaires ;

Vu l'avis favorable en comité social territorial réuni le 12 février 2024, portant révision des montants et modalités d'attribution des droits individuels en termes de participations aux contrats labellisés en prévoyance ;

Il est proposé à l'assemblée d'assurer l'entrée en vigueur des modalités d'attributions individuelles suivantes, à compter des traitements de paies de mars 2024 :

Tranche inférieure	Tranche supérieure	Montant participation brute mensuelle
0€	2 200€	15€
2 201€	2 500€	14€
2 501€	3 000€	12€
3 001€		11€

Il est proposé de ne pas modifier les modalités de gestion :

- Le droit est ouvert au maximum sur une année civile.
- Un justificatif individuel, adapté et complet est exigé annuellement.
- Le versement est adapté au prorata de rémunération, le cas échéant (temps non complets et temps partiels).

La présente délibération ne vient pas en application de l'ordonnance n°2021-1574 du 24 novembre 2021 introduisant notamment le caractère obligatoire de cette participation à compter du 1er janvier 2025 s'agissant de la prévoyance. Ce sujet sera présenté à l'assemblée ultérieurement, selon l'avancée des textes législatifs attendus.

Il est proposé :

Article 1 : D'APPROUVER la révision des participations à contrats individuels labellisés de prévoyance telle que repris ci-après, à compter des traitements de paies de mars 2024 :

Tranche inférieure	Tranche supérieure	Montant participation brute mensuelle
0€	2 200€	15€
2 201€	2 500€	14€
2 501€	3 000€	12€
3 001€		11€

Article 2 : D'AUTORISER la vice-présidente à signer au nom et pour le compte du CIAS L'agglomération Foix-Varilhes, tout document nécessaire à l'exécution de cette action sociale.

Article 3 : DE PRÉCISER que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l'exercice.

Adopté à l'unanimité

7. Ressources humaines / Prime exceptionnelle de pouvoir d'achat

Rapporteur : Annie Bouby

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code général de la fonction publique, notamment les articles L714 à L714-13 ;

Vu le décret n°2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale dont la rémunération brute du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023 est inférieure ou égale à 39 000€ ;

Considérant que pour bénéficier de la prime exceptionnelle pouvoir d'achat, les agents publics (titulaires, stagiaires ou contractuels de droit public) doivent remplir les conditions cumulatives suivantes :

- Avoir été nommés ou recrutés à une date d'effet antérieure au 1er janvier 2023.
- Être employés et rémunérés au 30 juin 2023.
- Avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000€ au titre de la période courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023.

Considérant la projection d'un versement de prime en mars 2024, lesdits agents doivent également être employés et rémunérés en mars 2024 ;

Vu l'avis favorable en comité social territorial réuni le 12 février 2024, portant sur le versement d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle, sous conditions, pour soutenir les agents publics face à l'inflation ;

Il est proposé à l'assemblée d'assurer l'entrée en vigueur des modalités d'attributions individuelles suivantes, à compter des traitements de paie de mars 2024 et en fonction de la rémunération brute calculée selon les modalités ci-dessus. Le montant de cette prime sera de :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1 ^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant maximum de la prime de pouvoir d'achat
Inférieure ou égale à 23 700€	800€
Supérieure à 23 700€ et inférieure ou égale à 27 300€	700€
Supérieure à 27 300€ et inférieure ou égale à 29 160€	600€
Supérieure à 29 160€ et inférieure ou égale à 30 840€	500€
Supérieure à 30 840€ et inférieure ou égale à 32 280€	400€
Supérieure à 32 280€ et inférieure ou égale à 33 600€	350€
Supérieure à 33 600€ et inférieure ou égale à 39 000€	300€

Le montant cette prime exceptionnelle de pouvoir d'achat est proratisée en fonction du temps de travail et de la durée d'emploi sur la période de référence du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023.

Il est proposé :

Article 1 : D'APPROUVER le versement d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle selon les modalités évoquées ci-dessus, à compter des traitements de paie de mars 2024.

Article 2 : D'AUTORISER la vice-présidente à signer au nom et pour le compte du CIAS L'agglo Foix-Varilhes, tout document nécessaire à l'exécution de cette action.

Article 3 : DE PRÉCISER que les crédits nécessaires seront inscrits au budget de l'exercice.

Adopté à l'unanimité

8. Ressources humaines / Avantage en nature : mise à disposition d'une borne de recharge électrique aux agents

Rapporteur : Annie Bouby

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret du 26 décembre 2023 modifiant l'arrêté du 10 décembre 2002 relatif à l'évaluation des avantages en nature en vue du calcul des cotisations de sécurité sociale ;

Considérant les incitations nationales en faveur d'acquisitions de véhicules électriques, eu égard les engagements tendant à une réduction des émissions de gaz à effet de serre ;

Considérant les actions de L'agglo Foix-Varilhes en faveur de la transition écologique ;

Considérant la sollicitation des représentants du personnel siégeant au comité social territorial (CST) pour permettre et encadrer la mise à disposition de bornes électriques de recharge des véhicules personnels des agents, notamment au siège social au vu de la configuration des lieux et de la borne électrique existante ;

Considérant la proposition faite en CST permettant, à titre expérimental, de mettre à disposition une borne de recharge électrique pour véhicules, au siège social ;

Considérant que ce dispositif implique la reconnaissance d'un avantage en nature, avec une valorisation financière nulle a minima jusqu'au 31 décembre 2024, selon décret en vigueur ;

Vu l'avis favorable en CST réuni le 12 février 2024, portant sur l'utilisation de bornes de recharge électrique au bénéfice des agents ;

Il est proposé à l'assemblée d'assurer l'entrée en vigueur de cet avantage en nature à titre expérimental, dès délibération rendue exécutoire, jusqu'au 31 décembre 2024.

Il est proposé :

Article 1 : D'APPROUVER l'utilisation de bornes de recharge électrique au bénéfice des agents selon les modalités évoquées ci-dessus, notamment par une mise en place expérimentale ciblant la borne de recharge électrique du siège social.

Article 2 : D'ACTER la reconnaissance d'un avantage en nature avec une valorisation financière nulle pour les agents concernés.

Article 3 : D'AUTORISER la vice-présidente à signer au nom et pour le compte du CIAS L'agglo Foix-Varilhes, tout document nécessaire à l'exécution de cette action.

Adopté à l'unanimité

9. Ressources humaines / Suppression de postes pour mise à jour du tableau des effectifs

Rapporteur : Annie Bouby

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code général de la fonction publique et notamment son article L.313-1 ;
Vu les statuts du CIAS L'agglo Foix-Varilhes ;
Considérant que chaque collectivité ou établissement crée les emplois par le biais de l'organe délibérant ;
Compte-tenu notamment de décisions d'avancement de grades et d'évolutions de temps de travail ;
Vu l'avis favorable du comité social territorial (CST) de L'agglo Foix-Varilhes du 12 février 2024 sur la proposition de suppression de postes vacants en vue de mettre à jour le tableau des effectifs ;
Il est proposé à l'assemblée de supprimer les postes suivants afin de procéder à une mise à jour du tableau des effectifs.

Il est proposé :

Article 1 : DE SUPPRIMER les postes détaillés dans le tableau ci-dessus.

Article 2 : D'ACTER le tableau des effectifs modifié, eu égard ces suppressions, selon l'état joint à la présente délibération.

Article 3 : D'AUTORISER la vice-présidente à signer au nom et pour le compte du CIAS L'agglo Foix-Varilhes, tout document nécessaire à l'exécution de cette action.

Adopté à l'unanimité.

Les sujets étant épuisés, la séance est levée à 20h.

Foix, le 28 mars 2024

La vice-présidente du CIAS,

Annie Bouby

Le secrétaire de séance,

Daniel Besnard



REÇU LE :
- 9 AVR. 2024
SGCD FOIX